

Survivre, et après ?

L'aide qui vient d'être accordée après le tsunami peut être utilisée pour la lutte à long terme contre la pauvreté

Les images – des vies et des paysages engloutis – ont suscité une autre sorte de déferlante dans le sillage du tsunami du 26 décembre. On a promis de l'argent, des milliards de dollars, aux survivants, à leurs familles et à leurs régions. Morceau par morceau, cet argent contribuera à la reconstruction de maisons, d'écoles et d'hôpitaux. Et puis l'argent finira par s'épuiser. C'est pour cette raison que les experts en développement estiment qu'il est au moins aussi important de relancer les économies locales que de reconstruire des routes et des écoles.

Une solution temporaire consiste à créer des emplois. Anuj Jain, de l'ONG internationale CARE, explique que son organisation « a introduit un programme de 'travail rémunéré en liquide' » qui vient compléter les efforts de « rééquipement des villages et des quartiers ». Le but est de permettre aux participants du programme de reprendre leurs propres activités professionnelles à mesure que sont reconstruites les infrastructures locales.

Le rôle de la Microfinance

« Lorsque les fonds de secours commencent à s'épuiser, il devient essentiel de rétablir les moyens d'existence », soutient Vijay Mahajan, permanent à l'ONG indienne BASIX. Il explique qu'à long terme il est préférable que les fonds consacrés par leurs bénéficiaires à générer des revenus ne dépendent plus de subventions mais proviennent de prêts de faible montant accordés par des institutions de microfinance durables.

Dans de nombreuses régions, des institutions de microfinance locales ont déjà pris en main l'effort de reconstruction. Le personnel de la banque srilankaise SANASA, par exemple, a participé à l'identification et à l'inhumation des corps, aux distributions d'aliments et de vêtements et à l'érection d'abris temporaires pour les milliers de sans abris. Comme d'autres institutions de microfinance à travers toute l'Asie, l'organisation prévoit d'apporter son assistance de multiples façons.

C'est ce que déclare P.A. Kiriwandeniya (SANASA) : « Nous avons l'intention de construire 1 000 abris, de fournir une batterie de cuisine à 25 000 familles, d'assumer la charge de

100 orphelins et d'aider à la reprise d'activités génératrices de revenus ».

Toutefois, les cadres de la microfinance tels le Dr. Kiriwandeniya séparent ces initiatives de la mission à long terme de leur institution : permettre à leurs clients de vivre de façon plus indépendante et plus saine. Ils estiment que la microfinance y parvient en donnant accès à des prêts à faible montant et à des services d'épargne qui aident les pauvres à accumuler des biens et à réduire le risque à long terme.

Une culture de recours au crédit

L'un des éléments essentiels de la microfinance procède de la « culture d'un recours discipliné au crédit » que les établissements de prêt ont développée auprès de leur clientèle, une culture qui permet à un nombre toujours croissant de pauvres d'avoir accès aux services financiers. Or, cette culture est menacée par les milliards de dollars de subventions affluant vers l'Asie du sud.

En fait, certains praticiens de la microfinance et des organismes internationaux de secours formulent des réserves au sujet des projets de reconstruction liés au tsunami, et ils demandent instamment à tous ceux qui contribuent à cet effort de ne pas confondre les opérations actuelles de secours avec le développement économique à long terme des régions affectées par le tsunami. Ils expliquent que les initiatives actuelles devraient « séparer clairement » l'octroi de subventions et l'œuvre des institutions de microfinance, lesquelles ne devraient pas être poussées à déboursier des subventions.

Néanmoins, les institutions de microfinance telles que la banque SANASA ont apporté la preuve qu'elles peuvent faciliter l'accès aux subventions pour leurs clients. Beaucoup de ces institutions sont à même d'utiliser leurs réseaux bien établis à travers toute l'Asie du sud pour servir de relais à l'intérieur du gigantesque effort d'aide. Si elles y parviennent sans risquer leur objectif premier — la prestation de services financiers durables aux pauvres — elles auront fortement contribué à améliorer les conditions d'existence à long terme des rescapés en les propulsant au-delà de la simple survie.

© World Bank Photo Library



DANS CE NUMÉRO:

- 2 Le risque de change
- 3 Les lauréats du prix de la transparence financière
- 3 Nouveaux services
- 4 Au-delà de la microfinance

Quel est le rôle des institutions de microfinance en cas de catastrophe ? Lisez l'article « *Sustaining Microfinance in Post-Disaster Asia* » sur le site microfinancegateway.org. Ou demandez à recevoir un exemplaire imprimé en envoyant un courriel à [email cgap@worldbank.org](mailto:cgap@worldbank.org) ou une télécopie au 1-202-522-3744.

FRONTIÈRES & INNOVATIONS

Les IMF se protègent-elles contre les risques qu'elles prennent ?

On dirait qu'il s'agit d'une bonne nouvelle. La lutte contre la pauvreté semble être à l'ordre du jour pour les pays riches, et les Nations Unies ont décidé que 2005 serait l'Année du microcrédit : dans le monde entier, les fonds d'investissement affluent vers le secteur de la microfinance. Si l'on y ajoute le volume des fonds publics, des prêts commerciaux et de l'aide des donateurs, ce sont des centaines de millions de dollars de nouveaux investissements, en devises fortes pour la plupart. Et pourtant, chaque dollar ou euro représente un risque pour les établissements de microfinance.



« Une IMF qui a accès à une devise forte a moins de raisons d'essayer de mobiliser des fonds à l'intérieur de ses propres frontières » raisonne Scott Featherston de la Société financière internationale. Ce qui nuit à l'essor des secteurs financiers inclusifs, c'est à dire des secteurs favorables aux pauvres. En outre, cela « augmente le risque de change encouru par les IMF elles-mêmes ».

Scott Featherston, l'un des auteurs d'un article publié sur la question par le CGAP, craint que de nombreuses IMF ne soient pas conscientes

des risques posés par des emprunts libellés en devises fortes. La fluctuation des taux de change peut provoquer une dépréciation brutale de l'actif d'une IMF, car les remboursements effectués par les clients sont bien inférieurs au montant nécessaire à l'institution pour assurer le remboursement de ses propres obligations. Dans cette situation, une IMF se voit forcée de relever les taux d'intérêt facturés à sa clientèle ou, pire, elle se retrouve acculée à la faillite.

La plupart des prestataires de microfinance déclarent néanmoins rien prévoir au sujet de ce risque. Une enquête réalisée par le CGAP auprès de 216 IMF a révélé que beaucoup d'entre elles jugeaient prohibitif le coût d'une stratégie de couverture. De l'avis de Scott Featherston, il serait plus efficace d'adopter une approche polyvalente de la gestion des risques de change. En ce qui concerne l'expertise du CGAP Patricia Mwangi, une telle initiative relève de la responsabilité de l'industrie toute entière :

« Les IMF doivent prendre conscience de ce risque et en tenir compte, mais il est également nécessaire que les investisseurs, qui disposent d'une plus grande expertise dans ce domaine, assument leurs responsabilités. Ils doivent se demander s'il est approprié d'offrir des prêts libellés en devise forte, et ils doivent en révéler toutes les conséquences à leurs emprunteurs ».

Madame Mwangi rappelle également le rôle des agences de notation qui peuvent signaler ce risque en associant risque de change et risque de crédit. Il incombe aux donateurs eux-mêmes d'encourager les IMF à se protéger, en leur décrivant les meilleures pratiques utilisées par l'ensemble de l'industrie de la finance et en vérifiant la mise en œuvre de ces pratiques.

L'essentiel est cependant de ne pas écarter les IMF des sources de financement étrangères. Elles continueront à faire appel aux prêteurs internationaux, en partie pour des raisons de prestige. Bien qu'une telle approche puisse aider une IMF à mobiliser des capitaux sur le marché intérieur, certains observateurs redoutent que l'enthousiasme actuel pour les prêteurs internationaux ne nuise à l'effort de mise en place de marchés des capitaux à dimension nationale : ils sont donc nombreux à encourager les IMF à plafonner le recours aux capitaux étrangers ; un rapport publié par *Women's World Banking* en 2004 recommande par exemple aux IMF d'en limiter le montant à 10 ou 15 pour cent de leurs fonds propres.

Pour en apprendre plus au sujet du risque de change, effectuez une recherche avec mot clé sur le portail de la microfinance, *Microfinance Gateway*, la source de documentation sur la microfinance la plus complète d'internet : www.microfinancegateway.org (ou version française, www.lamicrofinance.org). Pour obtenir plus d'informations sur l'industrie de la microfinance en général, rendez-vous sur www.cgap.org.



Élargir son action

Service de conseil aux détaillants :

Le CGAP met son expertise de la microfinance au service des banques commerciales

À travers le monde, plus de 2 milliards de gens n'ont toujours pas accès aux services financiers offerts par le système financier formel, alors que les banques commerciales souhaitent pénétrer le marché des clients à faible revenu, pour autant qu'il soit bénéficiaire.

Afin d'aider les banques commerciales à pénétrer ce marché, le CGAP annonce la création du *Service de conseil aux détaillants*, (Retail Advisory Service, RAS). Ce programme offre un conseil stratégique et opérationnel et une assistance technique aux banques commerciales et autres détaillants bien décidés à élargir leur gamme de services financiers au bénéfice de la clientèle des pauvres et des micro-entreprises. Les partenaires financiers acceptés dans le programme ont accès à tout un éventail d'outils qui leur permettront d'élargir leur franchise au secteur informel, de pénétrer de nouveaux marchés parmi les groupes de population les plus démunis et d'établir un nouveau pôle d'activité rentable.

De l'analyse de marché à la conception de produit, en passant par la

formation et le renforcement de capacité, tous les volets de ce service de conseil sont conçus pour expliquer la microfinance aux acteurs commerciaux du secteur financier formel. « La microfinance n'a rien de fondamentalement différent du reste du système financier », explique le directeur du programme, Martin Holtmann. « Le CGAP prédit même que le terme 'microfinance' finira par disparaître ».

En savoir plus

Le Service de conseil aux détaillants a suscité une forte demande au sein de l'industrie. Plusieurs projets font l'objet de préparations préliminaires au Moyen-Orient, en Afrique australe et en Asie du sud, mais les institutions remplissant les conditions peuvent toujours demander à recevoir une assistance technique. Pour connaître les critères de participation, envoyez un courriel à mholtmann@worldbank.org. On trouvera des informations sur cette initiative et sur les autres services du CGAP sur le site www.cgap.org.

COMMUNIQUES & MANIFESTATIONS

Le prix de la Transparence financière décerné à Compartamos

Financiera Compartamos, Mexique, a remporté la première édition du Prix de la Transparence financière décerné par le CGAP. Quarante autres institutions — représentant l'Amérique latine, l'Afrique, l'Europe de l'est et l'Asie centrale et du Sud-est — ont été félicitées (« mention honorable ») en raison de leur niveau élevé de conformité avec les normes internationales de publication de résultats financiers.

« Ce prix marque un nouveau développement important de l'industrie de la microfinance » commente la directrice générale du CGAP, Elizabeth Littlefield.

Les institutions qui ont pris part à la dernière édition de la compétition n'ont pas seulement contribué à améliorer le monde de la microfinance en s'efforçant de se conformer aux directives internationales de publication, et notamment aux *Directives du CGAP régissant la publicité de l'information financière des IMF*, ajoute Madame Littlefield. « Grâce à elles, le grand public a une meilleure compréhension de la performance des IMF et cela facilite mise en place de systèmes financiers plus inclusifs pour les pauvres ».

Dans certains marchés, les institutions de microfinance sont mieux établies et plus rentables que les grands banques. Collectivement, ces institutions augmentent leur recours aux capitaux commerciaux et travaillent réellement à la transparence de leur publicités financières. Le *Microfinance Information Exchange*, ou *MIX* — le Bloomberg de la microfinance — affiche désormais les résultats de plus de 400 institutions.

« Pour ceux d'entre nous qui travaillaient dans la microfinance, ne serait-ce qu'il y a cinq ans, le progrès est stupéfiant », se réjouit Xavier Reille, président du conseil d'administration du MIX. « Alors que nous ne possédions aucune informations fiable, nous disposons maintenant d'une quantité de données sur un segment de marché en pleine croissance ». Une telle réussite, d'après les experts de la microfinance, permet d'établir le cadre d'un secteur financier tout entier, qui peut s'incorporer au secteur principal tout en conservant sa mission de service aux pauvres.

Près de 150 institutions de microfinance, provenant de 48 pays ont concouru pour le prix. Cent dix d'entre elles répondaient aux critères de sélection. Les participants ont été jugés en fonction de leur conformité avec les normes comptables internationales et de l'industrie, qui figurent au sein des Directives du CGAP régissant la publicité de l'information financière, la référence la plus souvent citée en matière de transparence financière.

Les organisateurs se félicitent du fait que le prix a déjà réussi à attirer l'attention des investisseurs, des décideurs politiques et des instances de réglementation : il représente donc un signe supplémentaire de la croissance indépendante de l'industrie de la microfinance. Informations : www.cgap.org.

LES SERVICES DU CGAP

Un Fonds d'assistance au perfectionnement des systèmes informatiques

Les institutions de microfinance admises à participer au programme peuvent recevoir jusqu'à 15 000 US\$ à consacrer au financement de systèmes et à l'utilisation d'experts conseils certifiés qui peuvent les aider à évaluer leurs besoins en informatique, à simplifier leurs opérations et à stimuler leur efficacité. Le Fonds du CGAP pour les systèmes d'information (Fonds SI) prend en charge jusqu'à 60 pour cent des coûts d'experts des IMF désirant articuler leurs besoins en SI, évaluer leur système informatique actuel ou sélectionner et démarrer un nouveau logiciel.

Un système d'information robuste améliore l'efficacité du suivi des opérations journalières d'une IMF, ce qui peut lui permettre de réduire ses coûts de transaction, un ingrédient essentiel pour toucher une clientèle plus pauvre.

Pour avoir droit à une subvention du Fonds SI, une IMF doit justifier d'un réseau d'au moins 3 000 clients actifs ; d'un portefeuille de prêt d'au moins 300 000 \$US ; d'un minimum de deux ans d'activité dans le secteur de la microfinance. Informations : www.isfund.org.

Les nouvelles directives à l'intention des bailleurs de fonds sont destinées à stimuler l'efficacité de l'aide en microfinance

Le CGAP vient d'entamer une campagne de publicité au sujet de la deuxième édition de *Directives en matière de bonnes pratiques à l'intention des bailleurs de fonds*, le fameux « livre rose ». Ces directives ont pour objectif de stimuler chez les organismes donateurs une prise de conscience au sujet de la nécessité d'établir des systèmes financiers plus inclusifs pour les pauvres.

Cette initiative a débuté avec une manifestation collégiale de plusieurs organismes le 1^{er} février à Washington, D.C., sous les auspices de la Banque Interaméricaine de Développement. Au cours des deux derniers mois, le personnel du CGAP a organisé des présentations et des débats sur le site de 11 organismes membres.

« L'objectif de ce nouveau 'livre rose' est de mettre à jour et de revoir les bonnes pratiques que nous avons pu observer et de les diffuser largement, afin qu'elles puissent guider la communauté internationale des donateurs qui soutiennent les programmes et institutions de microfinance », explique le président de la BID, Enrique V. Iglesias. « Cette nouvelle édition est d'autant plus opportune que les ONU ont déclaré 2005 l'Année internationale du microcrédit ».

Les directives sont fondées en partie sur des revues de pairs évaluant les programmes de microfinance de 17 organismes donateurs. À partir de l'expérience acquise au cours des 30 dernières années, les nouvelles directives tentent de renforcer le discernement du personnel des bailleurs de fonds et d'harmoniser les standards utilisés et les bonnes pratiques.

Elles doivent également guider les autres intervenants de la microfinance, tels que les ONG internationales, les institutions faitières, les investisseurs à mission sociale ou commerciale et les cabinets de conseil.

Mettre en place des systèmes financiers inclusifs : Directives en matière de bonnes pratiques à l'intention des bailleurs de fonds du secteur de la microfinance est disponible à www.cgap.org.

COMMANDEZ LES PUBLICATIONS DU CGAP EN LIGNE

Vous pouvez désormais demander à recevoir gratuitement des exemplaires des publications du CGAP en ligne. Un certain nombre d'entre elles sont disponibles en espagnol, en français, en arabe et en russe, et peuvent être téléchargées gratuitement. Visitez www.cgap.org/publications pour de plus amples informations ou pour vous abonner.

PLEINS FEUX SUR...

Au-delà de la microfinance : le cas ProFund

Avec 76 pour cent de ses actions aux mains d'agences multilatérales et bilatérales, ProFund Internacional, un fonds de placement en actions présent en Amérique latine et dans les Caraïbes, est un bon modèle de l'utilisation des fonds publics pour attirer les capitaux commerciaux vers la microfinance. Dans ce numéro de Portfolio, Alex Silva, président d'Omtrix, société de gestion de fonds, commente l'approche et les succès de ProFund.

Portfolio : en quoi ProFund diffère-t-il des autres fonds d'investissement à dimension sociale ? Alex Silva : d'autres fonds d'investissement pourraient avoir des stratégies de sortie différentes. Quant à lui, ProFund a été créé en 1995 avec une structure de capital fixe et une date de liquidation fixée à la fin 2005. La stratégie de sortie est intrinsèque à sa stratégie de revente depuis sa création. En tant que tel, il prévoit de se défaire de ses participations à travers l'Amérique latine et les Caraïbes d'ici la fin 2005 et de reverser le montant total du principal et des bénéfices à ses actionnaires. Jusqu'ici, nous avons réussi à revendre nos participations dans toutes les institutions de microfinance, exceptées trois, en assurant un rendement de 7 à 8 pour cent à nos actionnaires. Un résultat impressionnant si l'on considère la volatilité des marchés financiers de la plupart des pays d'activité de ProFund.

Portfolio : Décrivez-nous vos investissements. Alex Silva : Avec un montant d'actifs dépassant 22 millions de \$US, ProFund a pris des participations auprès de 13 institutions financières différentes (Bolivie, Colombie, Équateur, Guatemala, Haïti, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou et Venezuela) en neuf ans d'activité. Au début de l'année, ProFund détenait une position minoritaire au sein de huit institutions financières, chacune d'entre elles affichant un taux de rendement positif variant de 5 à 98 pour cent. À la fin juin 2004, le portefeuille de prêt combiné de ces institutions — dont BancoSol,

Compartamos, BanGente, Finamerica, Mibanco, Vision, Solidario et Sogesol — atteignait pratiquement 500 millions de \$US et concernait 550 000 clients de microfinance.

Portfolio : Quel est l'avenir de ProFund ? Alex Silva : Plusieurs des actionnaires du fonds — en association avec d'autres investisseurs à mission sociale — ont créé *Emergency Liquidity Facility (ELF)* pour répondre aux pénuries de liquidités et aux bouleversements de leurs activités subis par les IMF du fait des crises politiques et économiques ou de catastrophes naturelles. ELF sert de prêteur de « dernier recours » pour aider les IMF d'Amérique latine et des Caraïbes à faire face aux poussées subites de la demande de crédit ou aux arriérés de paiement temporaires consécutifs à une situation de crise.

Portfolio : Alors, pas de ProFund 2 ? Alex Silva : Non, grâce à l'intérêt croissant des banques commerciales traditionnelles pour le secteur de la micro-entreprise et au nombre élevé de fonds et autres sources de capital auxquelles peuvent recourir les IMF de nos jours. Le fait que ProFund ne prolonge pas son existence est preuve que l'Amérique latine et les Caraïbes, dotées d'IMF bien établies et très rentables — dont certaines surperforment même les banques principales au sein de plusieurs marchés — est une région où il est important que l'arrivée des capitaux privés et commerciaux ne soient pas ralenties par la présence de fonds publics.

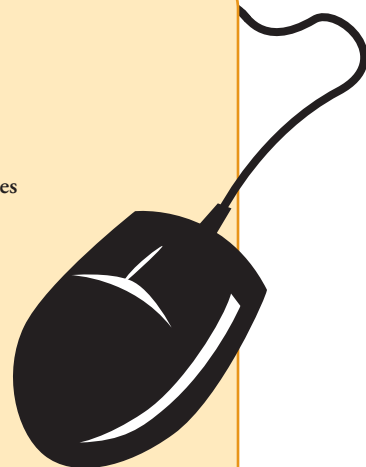
Informations : téléchargez l'intégralité de PLEINS FEUX SUR... ProFund ou lisez « Linking MFIs to Commercial Financing in Latin America », disponibles tous deux à microfinancegateway.org. Pour recevoir un exemplaire imprimé de cette publication, veuillez envoyer un courriel à portfolio@cgap.org ou une télécopie au 1-202-522-3744.

CLIQUEZ DEUX FOIS !

Les documents les plus téléchargés sur le portail de la microfinance - Microfinance Gateway

1. *The Microfinance Revolution: Sustainable Finance for the Poor*, Vol.1, Marguerite Robinson (2001).
2. *Management Information Systems for Microfinance Institutions: A Handbook*, Charles Waterfield and Nick Ramsing (1998).
3. *Business Planning and Financial Modeling for Microfinance Institutions: A Handbook*, Anthony Sheldon and Charles Waterfield (1998).
4. *Financial Ratio Analysis of Microfinance Institutions*, SEEP Network (1995).
5. *Commercialization: The New Reality of Microfinance?* Robert Christen and Deborah Drake (2002).

Visitez www.microfinancegateway.org pour lire ces publications, et d'autres, en anglais. Version française sur www.lamicrofinance.org. Prochainement, un portail en arabe ! Si vous désirez plus d'informations, téléphonez au responsable du Portail, Ira Singh en composant le 1-202-473-1515.



CGAP PORTFOLIO

Les investissements du CGAP — standards, services, puissance — sont aussi divers que l'industrie que nous servons. Pour vous permettre de vous y retrouver nous avons créé Portfolio. Dans un contexte qui vous permettra de comprendre les dernières tendances de la microfinance, vous y découvrirez différentes perspectives au travers de ce que d'autres ont lu, écrit, déclaré. Et nous vous tiendrons au courant des principales manifestations organisées à travers le monde. Lisez, réagissez sur cgap.org !

Groupe consultatif d'assistance aux pauvres
c/o The World Bank
1818 H Street, NW, MSN Q4-400
Washington, DC 20433 USA
Téléphone : 1-202-473-9594
Télécopie : 1-202-522-3744
Courriel : cgap@worldbank.org
www.cgap.org